L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 71, RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 11 AOUT.

ADRESSE
DU
Comité Central d'Etat
DES
ARTI-DEMOCRATES DE LA LOUISIANE

Aux électeurs républicains et conservateurs de la Louisiane :

En vue de la Convention qui doit se tenir à la Nouvelle-Orléans le second lundi de septembre prochain, et des graves intérêts engagés dans l'élection de novembre, le Comité Central Démocratique d'Etat croit de son devoir d'exposer et de soumettre à votre appréciation, ainsi qu'à celle de tous les amis de la justice et de la liberté, l'appel fait par le Congrès républicain aux électeurs républicains et conservateurs pour qu'ils aident à délivrer l'Etat des maux dont les bras du corrompus qui l'ont gouverné depuis 1867.

Le moment est favorable, l'avenir est plein de promesses. Nous savons qu'à nous unir, à nous grouper et à marcher à la victoire. Partout, Etats nous ont donné l'exemple. La Nouvelle-Orléans et l'Est et à l'Ouest, les folies et les crimes du parti radical ont mis seulement dévoilé la honte aux populations honnêtes, mais les ont animées d'un esprit de justice réparatrice envers ceux qui ont fait naître et encouragé de leur propre et trahi leur mandat. La malhonnêteté et l'incapacité ont contribué et perverti les affaires nationales au point que ces expressions sont devenues synonimes du parti républicain. L'Oregon a répondu au Connecticut et New-York a déclaré par la victoire du plus de 10,000 voix de majorité, non pas que le radicalisme doit être mais qu'il est vaincu.

Bien que notre intention ne soit pas de nous appesantir sur les sujets de politique nationale, il peut être utile de noter les exemples indubitables de mécontentement manifesté dans chaque section contre l'administration fédérale actuelle. Pour le peuple des Etats-Unis, centralisation est synonime de despotisme, et les pas rapides faits dans cette direction par le Congrès ont, à juste titre, alarmé le pays tout entier. Sans aucun respect pour les droits des gouvernements des Etats ont été enlevés à la représentation au Congrès a été mise la voix de majorités écrasantes a été délégués et, comme pour mettre le comble à tous ces actes d'infamie et d'usurpation, le Congrès a porté ses mains souillées de sang sur la Cour Suprême. Dans la nomination du parti radical, la vénalité et la corruption sont devenues respectables, et le pillage systématique du trésor national est devenu honorable : les taxes et les impôts ont été accrus terriblement dans l'intérêt d'un odieux système d'espionage adopté pour la proscription ; des monopoles écrasants ont été créés pour appauvrir le travail ; et, sous le fallacieux prétexte de travaux publics, des emplois du gouvernement national sont vendus au plus offrant, au mépris des règlements établis et des intérêts publics. Dans la Louisiane, les mêmes hommes ont foulé aux pieds toutes les vertus qui sont l'apanage des gens honorables et a fait du pays un spectacle d'horreur et de honte qu'elle aurait dû inspirer. L'ignorance, l'effronterie et le vol chassent les qualités requises pour occuper un siége sur les bancs de l'assemblée, et quand le trésor était vide, le peuple pillé et les actes législatifs rendus au plus offrant, pour des greniers, remarchent également impliqué dans le trouble à la tranquillité à laquelle ils devaient leur existence officielle.

L'espace réservé à cette adresse ne permet pas à notre comité d'entrer dans les détails de tous les actes infâmes passés par la Législature radicale avec l'approbation de l'Exécutif. La dette publique, sous le contrôle radical, est montée de douze à huit millions de dollars ; les taxes se sont élevées, jusqu'à 13 p. cent, presque aux limites de la confiscation ; on a accordé à des individus et à des corporations des privilèges extraordinaires et exclusifs en contradiction avec la liberté du travail et du capital d'énormes sommes ont été accordées aux dépens du public pour des travaux particuliers pour des services triviaux ou inutiles, et des emplois inutiles ou oppressifs ont été créés pour des places de toutes les grandeurs dans lesquelles les hommes sont entassés dans cette triste époque. Le pillage systématique du trésor national est devenu la règle générale dans toutes les branches du service public, et la corruption a atteint des proportions qui ne sont dépassées que par celles de l'administration radicale de la Louisiane.

Le parti républicain, qui a commencé son existence en se faisant un point d'honneur de la défense des droits de tous les citoyens, sans distinction de race, de couleur ou de condition antérieure, est devenu, par l'abus du pouvoir, pour mettre dans les emplois publics des gens honnêtes et des patriotes, la terreur des blancs comme des hommes sont identiques dans cette lutte. Tous les droits et tous les privilèges dont ils se remparent également et également garantis par la Constitution et les lois, sont violés et foulés aux pieds par ceux qui ont juré de la maintenir et de la faire exécuter. Ils ont été violés et foulés aux pieds par ceux qui ont juré de la maintenir et de la faire exécuter.

Dans la plus grande partie de nos paroisses, il est impossible à la dernière législature et au pouvoir du peuple de réunir un grand jury dans lequel les blancs et les hommes sincères et éprouvés à la cause législature dont les membres ne soient pas liés à la milice noire, pendant que la police a été organisée de façon nous pouvons encore sauver un crime plus sanglant que politique et sociale. A cette fin que les électeurs désirent sincèrement la paix et la prospérité du peuple, ont réellement pour but de préparer les votes à la mise en jugement. Et la législature de 1868 a été la plus condamnée et réunie en quatre mots : IGNORANCE, VÉNALITÉ, MONOPOLE ET OPPRESSION !

Afin qu'on ne dise pas que ces conclusions sont le jugement des ennemis du radicalisme, nous nous proposons de citer ici en partie de toutes ces critiques acerbes avec des termes choisis émanées des propres champions et partisans. Il n'y a pas d'esprit plus brillant dans les rangs de ce parti dans l'Etat que Thomas J. Durant, et comme il est plus ami politiques, son témoignage n'en est que plus concluant en faveur de la vérité de ce que nous avons dit. Dans sa lettre datée du 20 juin 1871, et adressée à M. J. S. Sonnié, en parlant des abus ridicules dans cet Etat, il dit :

Il faut qu'il y ait séparation absolue des hommes malhonnêtes et incapables qui ont gouverné depuis 1867 !"

C'est là un langage désespérant, cependant il est surpassé en sévérité par une de républicains qui vient d'être lancé avec fondus du comité central d'Etat républicain. Cette adresse dit :

"Citoyens et républicains ! Après une suite de deux années, sous la direction de politiciens les plus malhonnêtes et les plus corrompus qui aient jamais été à diriger notre politique, le parti républicain est tombé dans les mains d'aventuriers politiques qui l'ont amené à la honte et au mépris."

On voit par là que notre verdict est approuvé par les hommes principaux du parti républicain, et cependant, au moment même où la honte et l'infamie de leur parti, ils sollicitent une continuation de l'appui du peuple, sous prétexte que les faits ci-dessus n'existent que dans les mêmes gens. Si la santé du parti dépend de cette épreuve, il partagera inévitablement le sort des victimes des phoques, et ne reviendra jamais à la vie. Ce verdict n'est pas seulement le nôtre, c'est celui de tous les hommes honnêtes, sans distinction de parti, qui comprend combien il vaut mieux pour la prospérité du pays, pour la paix et pour l'honneur de l'Etat, que le parti d'Etat batte que de parvenir sous la direction d'aventuriers politiques comme ceux qui, depuis huit ans, ont actuellement notre Etat bien aimé.

Les conséquences pernicieuses des actes du parti radical dans tout l'Etat ont été si universellement sentiment par toutes les classes, tous les gens de couleur, natifs et étrangers. Tous ont été pillés, déçus, opprimés, et retenus dans la honteuse dépendance de agents sur toutes les lois humaines et divines. En conséquence, afin de délivrer notre Etat de ces gouvernements pour toujours incapables de corrompre à l'avenir comme un seul homme, sans distinction de race, de couleur ou de condition antérieure, et des changer des hommes au pouvoir, pour mettre dans les emplois publics des gens honnêtes et des patriotes, dans la fave